



IRAN - Brèves économiques bimensuelles - Mars 2019 (1/2)

Mars 2019

© DG Trésor

Brèves macro- économiques

- Une deuxième banque indienne, IDBI Bank, pourra recevoir (en plus de UCO Bank) les recettes correspondant aux exportations de pétrole vers l'Inde, libellées en roupies. Elles sont destinées à couvrir l'achat de marchandises indiennes qui ne sont pas susceptibles de tomber sous la coupe des sanctions américaines. Deux banques supplémentaires auraient demandé de rejoindre le dispositif.
- D'après le directeur de l'administration fiscale iranienne, l'évasion fiscale représenterait chaque année 300 trillions IRR, soit 9% des revenus totaux de l'Etat iranien (selon le budget voté pour l'année en cours).
- D'après le responsable du plan et de l'organisation du budget, les exemptions fiscales (accordées notamment aux fondations) s'élèveraient à 450 trillions IRR par an soit 14% des revenus totaux de l'Etat iranien (selon le budget voté pour l'année en cours).
- Au cours de l'année 2018, les autorités iraniennes ont procédé à une cession d'immobilisation des banques publiques équivalente à 100 trillions IRR (2,4 Mds USD au taux officiel), soit 0,4% des actifs du système bancaire iranien.
- Les douanes iraniennes ont interdit l'exportation ou la sortie du territoire (y compris par les voyageurs) de tout produit considéré comme de première nécessité.
- Le Conseil Supérieur de Coordination Economique a annoncé la fusion des banques Ansar, Qavamin, Hekmat-e Iranian et Mehr-e Eqtesad ainsi que l'institut de crédit Kosar (tous rattachés aux forces armées ou à la Police) au sein de la banque Refah. Le montant total de leurs dépôts est estimé à 2 150 000 Mds IRR.
- La Banque Centrale a interdit l'utilisation de terminaux de paiement pour des cartes de crédit iraniennes à l'étranger. Plus d'un millier de lecteurs ont été envoyés au Canada, aux Emirats-Arabs-Unis, en Turquie, en Géorgie et en Arménie. Ces terminaux connectés au réseau local (Shaparak) permettaient le paiement en devises à des intermédiaires sur leurs comptes en Iran.
- L'indice des prix à l'export a progressé de 160,1 % durant les 10 premiers mois de l'année 2018/2019 par rapport aux 10 premiers mois de l'année 2017/2018.
- Afin de contrôler le taux de change du rial, la Banque Centrale aurait injecté 3,5 Mds € sur le marché secondaire (NIMA) depuis fin septembre 2018.
- Le Vice-président de la République en charge du Budget et de la Planification estime à 9 000 000 Mds IRR le coût des subventions de l'énergie (essence, électricité et gaz) pour l'Etat, soit environ 15% du PIB.

**Brèves
sectorielles**

- D'après l'OPEP, la production de pétrole de l'Iran a été ramenée de 3,84 Mb/j en février 2018 à 2,77 Mb/j en février 2019, soit une baisse de 28%. Elle s'élevait à 2,72 Mb/j en janvier 2019 et à 2,8 Mb/j en décembre 2018.
- D'après les hypothèses de l'Agence internationale de l'énergie, la production de pétrole brut iranien n'excèdera pas 2,65 Mb/j (contre 3,85 Mb/j en moyenne en 2018) tant que les sanctions américaines seront maintenues.
- Les exportations de produits pétroliers (pétrole brut et condensats) se sont établies à 745 000 b/j en novembre 2018 et à 775 000 b/j en décembre 2018, soit leurs deux plus bas niveaux depuis l'avènement de la Révolution islamique en 1979. Elles n'étaient plus descendues en-deçà d'1 M b/j depuis 2013.
- Les clients asiatiques (Chine, Inde, Corée, Japon et Taïwan) de produits pétroliers auraient importé 695 000 b/j en novembre 2018, 706 000 b/j en décembre 2018 puis 801 000 b/j en janvier 2019.
- L'Inde aurait importé 368 000 b/j de pétrole brut en janvier 2019, en progression de 155 000 b/j par rapport à décembre 2018. Avec des enlèvements de 293 000 b/j sur les trois premiers mois suivant la réimposition des sanctions américaines visant le secteur des hydrocarbures (novembre 2018 – janvier 2019). L'Inde serait donc légèrement en deçà des 300 000 b/j permis par son waiver.
- La Chine aurait importé 376 000 b/j de pétrole brut en janvier 2018 contre 503 000 en décembre 2018. De novembre à décembre 2018, la Chine aurait ainsi importé 422 000 b/j soit 62 000 b/j en plus des 360 000 b/j permis par son waiver.
- Selon le Président de Petroleum Association of Japan, sans clarification sur un éventuel renouvellement de leur waiver, les raffineries japonaises cesseraient d'importer du pétrole en provenance d'Iran dès la fin mars. Les raffineries japonaises auraient importé 173 000 b/j en février 2019.
- La Corée du Sud aurait importé 57 000 b/j de condensats au mois de janvier 2019, loin des 200 000 b/j que lui autorise son waiver.
- La Turquie aurait importé 24 400 b/j de pétrole en décembre 2018 contre 130 200 b/j en octobre 2018. Les enlèvements turcs de pétrole iranien auraient été ramenés de 229 200 b/j en 2017 à 141 800 b/j en 2018, soit à un niveau proche de 2016 (138 000 b/j).
- Les importations turques de gaz en provenance d'Iran auraient été ramenées de 9,25 bcm en 2017 à 7,86 bcm en 2018 contre (en baisse 15%), soit à un niveau proche de 2015 (7,82 bcm).
- D'après l'Iran Airports Company, le trafic "passagers" des aéroports d'Iran a reculé de 17% entre les onze premiers mois de l'année 2017/2018 et les onze premiers mois de l'année 2018/2019.
- D'après le directeur général de la Navigation aérienne et des Aéroports, plus d'une centaine de vols supplémentaires survolerait quotidiennement l'espace aérien iranien



du fait des récentes tensions entre l'Inde et le Pakistan.

- Qeshm Air va opérer une desserte bihebdomadaire entre Ahwaz et Dubaï avec un avion de ligne court-courrier du constructeur BAE Systems.
- D'après le ministre du Commerce, de l'Industrie et des Mines, la production totale de véhicules a été ramenée de 1 318 099 unités sur les 11 mois de l'année 2017/2018 à 814 265 unités sur les 11 mois de l'année 2018/2019, en recul de 38,2% en glissement annuel.
- Selon le Président de l'organisation des PME et des parcs industriels, 20% des 43.000 PME iraniennes seraient proches du dépôt de bilan, leur niveau production ayant été réduit à une portion congrue.
- Signe des temps, à la demande de la Cellule de Régulation du marché intérieur (sous tutelle du ministère du Commerce), les exportations de pommes et d'oranges sont désormais interdites. Le prix du kilo de pommes a progressé de 75,3% entre fin décembre 2017 et fin décembre 2018. Dans le même temps, le prix du kilo d'orange a augmenté de 40%.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Téhéran.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : Service Économique de Téhéran
Ambassade de France en Iran
64 Avenue Neauphle-le-Château 11348 Teheran-Iran

Délicivré par : Myriam Safsaf
Validé par : Sébastien Andrieux
Version de mars 2019

Sources : Agence Internationale de l'Énergie, FMI, Banque Mondiale, OPEP, Banque Centrale d'Iran et sources diverses